

Éducation. Ils font partager à des jeunes leur passion d'entre

Ces patrons qui s'investi

Rapprocher les jeunes de l'entreprise : c'est le but de l'option "découverte professionnelle" proposée aux élèves de troisième. Et ça marche !

Le temps où l'enseignement de l'économie se résumait à la lutte des classes et où il était inimaginable qu'un patron puisse franchir le seuil d'un collège serait-il révolu ? Certains signes le laissent espérer, comme la volonté du ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, de recentrer cette matière sur les mécanismes de l'entreprise (*lire encadré*). Le succès rencontré par l'option de "découverte professionnelle" en classe de troisième (DP3) en est un autre.

Lancée à la rentrée 2005 à l'initiative de Gilles de Robien, cette option facultative doit être « pour nos jeunes l'occasion de développer une appétence pour le monde professionnel » à travers différentes propositions : de la présentation d'une entreprise au témoignage d'un patron, en passant par un stage professionnel ou la visite d'un salon des métiers... En 2008, 84 000 collégiens l'ont préférée au traditionnel latin ou à une troisième langue vivante. Soit 11 % des élèves de troisième.

« Lorsque nous avons constaté l'ampleur de la DP3, nous nous sommes dit que nous tenions l'opportunité de réconcilier les jeunes avec l'entreprise », explique Hervé Gourio, délégué général du think tank [Entreprise] et progrès et ancien patron de Carlson Wagonlit Travel.

Car les jeunes connaissent peu le monde du travail et encore moins celui de l'entreprise. L'idée de cette association patronale est donc que les adolescents montent leur entreprise virtuelle. Trouver l'idée à la fois originale et réalisable, le statut juridique à choisir, monter un plan d'affaires, rechercher les clients potentiels... pour enfin présenter leur projet lors de la dernière séance à toute la classe, à leur profes-



En 2008, 84 000 collégiens ont préféré la "découverte professionnelle" au latin ou à une troisième langue vivante.

seur et à leur tuteur, un chef d'entreprise qui les aura coachés durant l'année. « Ils nous écoutent, ils nous laissent réfléchir, ils ne font pas à notre place, c'est ça qu'est bien », souligne Sofiane, qui a suivi la DP3 l'année dernière.

Christophe Bernard est l'un de ces tuteurs. Il a décidé cette année de consacrer trois fois deux heures aux élèves du collège Gabriel-Péri d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). « Je m'attendais à une méconnaissance de leur part, témoigne-t-il, mais pas à ce point... Dans mon groupe, seuls deux élèves sur neuf ont une vague idée du job de leurs parents. »

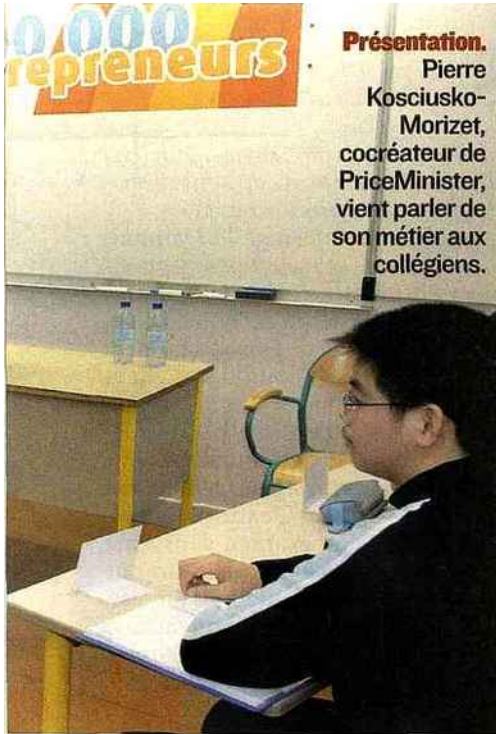
Lui a créé sa première société à 23 ans. Aujourd'hui, il dirige un cabinet de conseil spécialisé dans les fusions-acquisitions. « C'est quand deux entreprises se marient pour devenir plus grosses », explique-t-il aux collégiens interloqués. À l'issue de la première rencontre, l'ob-

jet de la future entreprise se dessine : « On a trouvé un projet qui les motive », dit-il. Il est visiblement satisfait de la trouvaille de son équipe : un magasin de vêtements ethniques à destination de la population parisienne blanche.

Car, au-delà du clivage générationnel, il y a celui des cultures. Africains, Maghrébins, Asiatiques et quelques Européens : tous les continents sont représentés à Gabriel-Péri, mais certains plus que d'autres. Pour Jean-Christophe Davy, autre entrepreneur tuteur en DP3, parti à 7 heures d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) : « C'est très instructif de pouvoir conserver un contact avec la société, a fortiori quand on est amené à rencontrer des enfants qui n'habitent pas les beaux quartiers. » Depuis un an, il est à son compte et n'a pas laissé passer l'occasion de « transmettre sa passion de l'entreprise » à la jeune génération.

prendre.

ssent au collège



Présentation.
Pierre
Kosciusko-
Morizet,
cocréateur de
PriceMinister,
vient parler de
son métier aux
collégiens.

m'a dit: "Après réflexion, un patron, ça doit pas beaucoup dormir". » « *La DP3 leur ouvre des horizons et les incite à plus d'ambition, une vraie problématique dans des milieux souvent défavorisés* », confirme Marie-Claude Fantou, de la Direction générale de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Les membres d'Entreprise et Progrès ne sont pas les seuls à venir démystifier le monde de l'entreprise auprès des jeunes collégiens.

Philippe Hayat est un précurseur en la matière. En 2006, il a fondé l'association 100 000 Entrepreneurs avec pour objectif de « *sensibiliser les jeunes à l'acte d'entreprendre* ». Ce quadragénaire, qui a déjà créé quatre entreprises en vingt ans, porte un message simple à l'intention des collégiens : « *Prenez votre vie en main.* » En 2009, 3 000 dirigeants d'entreprise ont témoigné de leur expérience professionnelle devant plus de 30 000 élèves.

Dans le cadre de la DP3, 100 000 Entrepreneurs propose un programme de parrainage d'une classe de troisième : le chef d'entreprise vient témoigner, il fait visiter son entreprise et aide les élèves à trouver leur stage. « *Notre ambition consiste plus à porter un projet de vie pour l'élève qu'à initier chez lui une démarche professionnelle spécifique* », précise-t-il. Notamment en leur faisant prendre

« *Ces rencontres permettent aux élèves de "déconstruire" l'image qu'ils ont du chef d'entreprise* », constate Valérie Druesne, professeur de technologie responsable de l'option DP3 à Gabriel-Péri. Pour faire court : « *Un patron, c'est celui qui fait travailler les autres.* » Et la jeune enseignante d'ajouter : « *Un élève*

Lycée. Quel programme d'économie ?

La réforme du lycée entreprise par Luc Chatel n'est pas du goût des syndicats. Une partie de leurs critiques porte sur l'enseignement de l'économie en seconde, désormais scindé en deux : les sciences économiques et sociales d'un côté, les principes fondamentaux de l'économie et de la gestion de l'autre. Il est reproché au ministre de l'Éducation nationale de faire la part belle à la microéconomie (l'étude des comportements des agents économiques, entreprises et consommateurs, et du fonctionne-

ment du marché) au détriment de la macroéconomie (les politiques publiques). Autrement dit, de parler "technique" plus que "sociologie", "entreprise" plus que "chômage". Face à la contestation de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses) qui le menaçait de « *désobéissance citoyenne* », le ministre a revu sa copie. Le 1^{er} avril, le Conseil supérieur de l'éducation a rejeté la nouvelle version, mais son avis n'est que consultatif...
G. D.

conscience de l'intérêt de leurs études, en reliant chaque matière à un aspect du monde professionnel. Ainsi de l'importance de maîtriser les mathématiques pour la comptabilité, de parler couramment l'anglais pour l'export, de s'exprimer correctement pour la relation avec le client.

Une autre association, Entreprendre pour apprendre (EPA), pousse l'expérience encore plus loin, puisqu'elle propose tout bonnement aux collégiens de monter leur propre entreprise au sein de leur collège. Brainstorming, étude de marché, conception du produit, répartition des responsabilités, financement de la production, puis commercialisation... les élèves passent par toutes les étapes d'une véritable entreprise. « *Ils vont même jusqu'à vendre à leurs proches des actions à 4 euros chacune afin de financer leur projet* », souligne Isabelle Andrieu, directrice nationale d'EPA.

Un professeur a déposé un brevet pour ses élèves

Durant toute l'année, un dirigeant d'entreprise accompagne bénévolement la classe et un permanent d'EPA aide le professeur. « *Nous les entourons, mais ce sont eux qui tiennent les rênes* », précise Isabelle Andrieu. Et les idées foisonnent ! Ici, c'est une classe d'un collège en Zep qui a imaginé un anti-vol pour protéger les câbles des ordinateurs. Là, c'est une pince modulable afin de ne rien gâcher de son tube de dentifrice. Ou bien encore, un chariot de supermarché à fixer au fauteuil roulant d'une personne handicapée. C'est la grande surface voisine qui a financé la production... et l'enseignant qui a déposé le brevet.

« *Nous avons parfois une vision injuste des collégiens et eux considèrent l'entreprise comme le pire des maux. Ces mini-entreprises réconcilient ces deux mondes* », constate François Davy, président d'Adecco France et coprésident d'EPA. Pour celui qui est à la tête du premier employeur privé de France, « *on ne peut pas se plaindre des déficiences du système éducatif, de l'adaptation des jeunes au monde du travail, et ne rien faire* ». C'est pour combler le fossé qui sépare les programmes scolaires des besoins des entreprises qu'il a décidé de s'engager auprès d'EPA. En 2009, 480 mini-entreprises ont été créées le temps d'une année scolaire. François Davy a pour ambition de doubler ce chiffre très vite. **GUILLAUME DESANGES**